

novembre 2009

Groupe SRC

Socialiste, Radical, Citoyen



Nicolas Sarkozy à mi-mandat

« L'avantage de prendre des engagements c'est que comme ils sont publics, on peut s'en souvenir »

24 mars 2009, Saint-Quentin

Assemblée nationale - XIIIème législature

Le Président du pouvoir d'achat ?

C'était la grande promesse de campagne, Nicolas Sarkozy serait le « *président du pouvoir d'achat* ». Il aurait dû préciser à qui il s'adressait ... Alors que les Français les plus aisés bénéficient d'un « bouclier fiscal » les exonérant de tout effort de solidarité, la vie est toujours plus dure pour l'immense majorité de nos concitoyens. Ceux-ci voient leurs revenus stagner, naître en permanence de nouvelles taxes, et quand elles baissent dans la restauration cela reste sans effet sur les prix à la consommation.

Les mots

« Je veux être le Président du pouvoir d'achat. Pour cela, je permettrai d'abord à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire, dans le secteur privé comme dans le secteur public »

Programme présidentiel « Ensemble tout devient possible »

« Il faut augmenter le pouvoir d'achat. Les socialistes promettent de travailler moins, moi je veux que les Français gagnent plus. Je veux être le Président de l'augmentation du pouvoir d'achat. Je veux être celui qui vous garantit que si vous travaillez plus, si vous prenez plus de risque, si vous vous engagez plus, vous gagnerez davantage. »

14 janvier 2007, Versailles

« En 2008, la politique de civilisation s'exprimera dans notre capacité à mieux partager les rentes et les profits, à partager plus équitablement les résultats des efforts de tous. Les exonérations de charges seront conditionnées aux négociations salariales. Et j'aimerais que l'on me prenne au sérieux quand je dis cela. Ce n'est pas une pétition de principe. »

8 janvier 2008, Elysée

« Permettre aux gens de travailler plus, de gagner davantage, permettre aux consommateurs de payer moins cher les prix »

16 mai 2008, Melun

« Tout doit être mis en œuvre pour accompagner les salariés victimes de licenciements économiques, les aider à retrouver un emploi, les former, compenser le plus possible leur perte de revenus. »

4 décembre 2008, Douai

Les actes

⇒ **Politique fiscale injuste** : bouclier fiscal (en 2008, 13 998 bénéficiaires se sont vu rembourser en moyenne 32 740 €, pour un montant total de 458,3 millions d'euros), baisse de la TVA dans la restauration sans contrepartie sur les prix et les salaires

⇒ **Plus de 20 nouvelles taxes** : franchises médicales, taxe sur les ordinateurs, sur les poissons, hausse de la redevance, taxes sur les accidentés du travail...

⇒ **Aucun coup de pouce au SMIC** en 2008 et 2009

⇒ **Un RSA sous doté** : 1,5 Md € contre les 5 Mds € que Martin Hirsch estimait nécessaires. Les bénéficiaires du bouclier fiscal sont les seuls à ne pas être mis à contribution

⇒ La Loi de Modernisation de l'Economie a offert de véritables **cadeaux à la grande distribution** mais n'a pas fait baisser les prix. □

Le Président de la refondation du capitalisme ?

Avec la crise, le Président s'est engagé sur la promesse d'un capitalisme vertueux, qui n'écrase plus les salariés au profit d'une caste de dirigeants voyous et de spéculateurs. Alors que les actions devaient être rapides et servir de modèle à toute l'Europe, rien n'a été accompli. Un an après, les comportements les plus indécents ont repris sous le regard passif du gouvernement.

Les mots

« Enfin, je tiens à vous dire qu'aussi fort que je crois dans l'importance d'une démocratie irréprochable je crois dans l'éthique du capitalisme. Je n'accepte pas, et des milliers d'entrepreneurs avec moi, que le travail salarié et l'esprit d'entreprise soient bafoués par les rémunérations et les privilèges excessifs que s'octroie une toute petite minorité de patrons. »

Programme présidentiel « Ensemble tout devient possible »

« Il y a aujourd'hui dans le monde une exigence de moralisation, de transparence, de protection, d'équité, de régulation à laquelle il faut que les responsables politiques de la planète répondent. C'est notre responsabilité. Nous devons l'assumer, maintenant, pas dans six mois. »
28 octobre 2008, Argonay

« Mais les banques ont pris et doivent prendre des engagements sur les dividendes à verser, sur la rémunération des dirigeants et sur les bonus. Il ne peut pas y avoir des efforts en bas et aucun effort en haut. Chacun est devant ses responsabilités, il en va de l'image de l'institution qu'il préside. »

15 janvier 2009, Vesoul

« Et je le dis comme je le pense, percevoir une grosse rémunération en cas d'échec, ce n'est pas responsable et ce n'est pas honnête. Distribuer des bonus dans une entreprise qui met en œuvre un plan social ou qui reçoit des aides de l'Etat ce n'est pas responsable, ce n'est pas honnête. Qu'un dirigeant qui a mis son entreprise en difficulté puisse partir avec un parachute doré ce n'est pas responsable et ce n'est pas honnête. »

24 mars 2009, Saint-Quentin

Les actes

⇒ **360 milliards d'euros mobilisés pour le sauvetage des banques, sans contrepartie réelle** : pas de participation aux conseils d'administration des banques recapitalisées, 12 milliards d'euros de cadeaux aux banques qui ont pu racheter leurs actions aux cours planchers à l'Etat appelé à la rescousse au plus fort de la crise

⇒ **Pas d'encadrements des rémunérations, bonus, stock options, retraites chapeau... Rejet des propositions de loi de l'opposition allant en ce sens**

⇒ **Industries comme Arcelor-Mittal, Continental ou Molex abandonnées** : le Fonds Stratégique d'Investissement ne remplit pas son rôle. ☐

Le Président du modèle social français ?

Retraites, protection sociale, travail, éducation : le gouvernement n'a cessé de mettre en péril le modèle social français. Les reculs sur les droits des salariés sont innombrables, qu'ils soient évidents ou insidieux. Nicolas Sarkozy qui a osé se poser comme héritier du Conseil National de la Résistance nous propose une nouvelle société : celle du moins-disant et du chacun pour soi.

Les mots

« *Le Conseil National de la Résistance, dans les heures les plus sombres de notre histoire, a su rassembler toutes les forces politiques pour forger le pacte social qui allait permettre la renaissance française. Cet héritage, j'en ai bien conscience, est notre héritage commun. (...)*
La crise a remis le modèle français à la mode. Hier décrié, il se trouve aujourd'hui reconnu pour son rôle d'amortisseur social. »
Versailles, 22 juin 2009

« *Conjurer la fatalité, déjouer toutes les formes de déterminismes, c'est le projet de l'école de la République. D'où que l'on vienne, qui que l'on soit, on doit pouvoir réussir. On doit pouvoir inventer son destin.* »
12 janvier 2009, Saint-Lô

« *La solidarité nationale ne peut rester indifférente devant la question de l'inégal accès aux soins sur le territoire.* »
18 septembre 2008, Bletterans

« *Nous voulons faire du service public de l'emploi français l'un des meilleurs d'Europe. Le meilleur, parce qu'il offrira les meilleures prestations sociales. Le meilleur, parce qu'il permettra à ceux qui n'ont pas d'emploi d'en retrouver un. Notre objectif est simple : nous voulons le plein emploi. Le plein emploi, on le fixe aux alentours de 5 % de la population active sans emploi* »
16 mai 2008, Melun

Les actes

- ⇒ **Education : Suppression de 11 200 postes d'enseignants pour la rentrée de septembre 2008, 13 500 postes supprimés dans le budget 2009 ; disparition progressive des RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficultés) ; parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées au mépris du principe de laïcité**
- ⇒ **Santé : instauration des franchises médicales, augmentation du forfait hospitalier, vente à la découpe des missions de service public dans la loi Hôpital Patients Santé Territoires, aucune initiative sur la démographie médicale ou les dépassements d'honoraires, fiscalisation des indemnités journalières pour les accidents du travail. Taxation des contrats de mutuelles**
- ⇒ **Droit du travail : travail dominical généralisé, sans volontariat ni dédommagement ni repos compensateur pour les communes touristiques ; démolition de réglementations très anciennes garantissant les droits des salariés (atteintes au principe du repos compensateur, fin des limites aux heures supplémentaires, libre modulation par l'employeur de l'organisation du temps de travail annuel) ; nouvelle définition du « prêt illicite de main d'œuvre » et du délit de marchandage, avec comme conséquence une externalisation incontrôlable du salariat ; possibilité de travailler jusqu'à 70 ans et de cumuler un emploi avec la retraite**
- ⇒ **Chômage : allocations chômage supprimées après deux refus d'offres considérées comme « raisonnables » ; nombreuses difficultés de Pôle Emploi, tant pour l'indemnisation que pour le suivi des demandeurs d'emploi ; il y a aujourd'hui 2,5 millions de chômeurs (dont 500 000 supplémentaires en 2009), soit 9,7 % de la population active**
- ⇒ **Le déficit de la Sécurité Sociale atteindra 30,6 milliards d'euros en 2010 ; creux de trésorerie de 60 milliards d'euros qui compromettent le versement en temps et en heure des retraites. □**

Le Président de la République irréprochable ?

Le Président a annoncé la mise en place d'une « République irréprochable ». Depuis Nicolas Sarkozy tente de museler tous les contre-pouvoirs : médias, opposition, simples citoyens. Alors qu'on attendait le fin de l'Etat UMP, nous assistons à la promotion des intérêts d'un clan, jusqu'au népotisme.

Les mots

« Vous ne supportez plus la concentration des pouvoirs entre les mains d'une petite élite... »

Programme présidentiel « Ensemble tout devient possible »

« La démocratie irréprochable ce n'est pas une démocratie où les nominations se décident en fonction des connivences et des amitiés mais en fonction des compétences. C'est celle dans laquelle l'Etat est impartial. Si l'Etat veut être respecté, il doit être respectable. Je ne transigerai pas.(...) Le fait du prince n'est pas compatible avec la République irréprochable. »

14 janvier 2007, Versailles

« Je veux une politique d'égalité des chances sur l'ensemble du territoire. Je veux une France où l'on ne parlera plus de quartiers sensibles, mais de quartiers populaires où il fait bon vivre. [...] Maintenant, chacun sait que quelles que soient son origine, la couleur de sa peau, la consonance de son nom ou le quartier où il est né, il peut prétendre par son travail, par ses compétences à tous les postes, à toutes les responsabilités. »

8 février 2008, Elysée

« La presse fait partie de l'équilibre des pouvoirs. Ce qui est mauvais pour elle, est mauvais pour la démocratie. »

2 octobre 2008, Elysée

Les actes

⇒ **Audiovisuel public sous tutelle, avec la nomination et la révocation des présidents de France Télévisions et Radio France**

⇒ **Nicolas Sarkozy place son entourage aux postes clés** : François Pérol, proche collaborateur, à la tête du géant bancaire issu de la fusion entre les groupes Caisse d'Epargne et Banque populaire ; Pierre Mariani à la tête de Dexia ; tentative avec son fils Jean à la tête de l'EPAD...

⇒ **Projets de loi adoptés pour servir l'unique intérêt des « amis du Fouquet's », comme celui sur la libéralisation de jeux en ligne**

⇒ **Fichiers liberticides comme Edvige, arrestation de journalistes comme celle de Vittorio de Filippis, procès systématique dès que le Président est visé « Sarkozy je te vois », « Casse-toi pov'con », poupée Vaudou, mais aussi affaire Clearstream** dans laquelle le Président, pourtant garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire, se porte partie civile. □

Le Président des Droits de l'Homme ?

Finie la Françafrique, finie la toute puissance du Président en matière de politique étrangère, finie la priorité des intérêts économiques sur les Droits de l'Homme. À voir...

Les mots

« Chaque fois qu'une femme ou qu'un enfant sera martyrisé dans le monde, la France se portera à ses côtés.(..) A chaque femme martyrisée dans le monde je veux que la France offre sa protection en lui donnant la possibilité de devenir française. »

29 avril 2007, Bercy

« La présence à long terme des troupes françaises dans cet endroit du monde (Afghanistan) ne me semble pas décisive. Le Président de la République a pris la décision de rapatrier nos forces spéciales et un certains nombre d'éléments. C'est une politique que je poursuivrai »

7 novembre 2007, émission « A vous de juger »

« Aujourd'hui l'ancien modèle de relations entre la France et l'Afrique n'est plus compris par les nouvelles générations d'Africains, comme d'ailleurs par l'opinion publique française. »

28 février 2008, le Cap, Afrique du sud

« Je ne crois pas à la « realpolitik » qui fait renoncer à ses valeurs sans gagner des contrats. »

14 janvier 2007, Versailles

Les actes

⇒ **Immigration : destruction de la jungle de Calais ; renvois de clandestins afghans dans leur pays en guerre ; rafles de clandestins à la sortie d'écoles ; délit de solidarité**

⇒ **Envois de soldats français supplémentaires en Afghanistan**

⇒ **Soutien sans conditions aux dirigeants africains**, tels que Muammar Khadafi en Libye, Ali Bongo au Congo ou Dadis Camara en Guinée ; le Secrétaire d'Etat à la Coopération **Jean-Marie Bockel**, qui voulait mettre fin à la Françafrique, **a dû quitter son poste** après les plaintes de certains d'entre eux ; **le poste de secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme est supprimé au bout de deux ans** ; opposition du Parquet aux poursuites engagées par des ONG sur les **“ biens mal acquis ”**. □